



La situation humanitaire dans le Darfour, Soudan

Ton Koene

Témoignage devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, réunion “Arria Formula”
24 mai 2004

Document en provenance du site internet de Médecins Sans Frontières

<http://www.msf.fr>

Tous droits de reproduction et/ou de diffusion, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, réservés pour tous pays, sauf autorisation préalable et écrite de l’auteur et/ou de Médecins Sans Frontières et/ou de la publication d’origine. Toute mise en réseau, même partielle, interdite.

LA SITUATION HUMANITAIRE DANS LE DARFOUR, SOUDAN
par Ton Koene,
Coordinateur pour Médecins Sans Frontières (MSF)

*Réunion "Arria Formula" - Conseil de Sécurité des Nations Unies
24 mai 2004*

"Messieurs les Membres du Conseil de Sécurité,

Médecins Sans Frontières (MSF) est reconnaissante d'avoir cette opportunité de s'adresser aux membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies au sujet de l'urgence humanitaire qui empire dans la région de Darfour, au Soudan.

Depuis février 2003, un conflit fait rage dans la région de Darfour entre le gouvernement du Soudan et les groupes rebelles de l'Armée de Libération du Soudan (ALS) et du Mouvement Justice et Égalité (MJE). Simultanément, une grande campagne systématique d'une extrême violence a été menée contre la population civile de Darfour. La population de la région continue de témoigner, auprès des médecins et infirmières de nos dispensaires, d'une politique de la terre brûlée, menée par les milices Janjaweed soutenues par le gouvernement soudanais. Cette politique a abouti au déplacement forcé d'un million de personnes à l'intérieur de la région du Darfour et de 110 000 autres personnes vers le Tchad voisin, selon les estimations. Les habitants ont été brutalement attaqués et chassés de leurs maisons. Leurs villages ont été bombardés, brûlés, vidés, et parfois occupés. Les points d'eau et les récoltes ont été détruites ; les biens tels que les réserves de nourriture et le bétail ont été pillés ou complètement détruits. La majorité des personnes déplacées dans le Darfour se sont rassemblées dans les principaux centres de marchés, laissant les zones rurales de la région totalement vides.

J'étais dans le Darfour aux mois de mars et avril et j'ai été choqué de voir au cours des quatre premières heures passées sur la route que tous les villages avaient été brûlés, ne laissant rien subsister et qu'ils étaient vides. Je n'ai pas vu un seul civil.

Nous voyons un nombre de morts et des taux de malnutrition excessifs parmi la population déplacée qui est entièrement dépendante de l'aide extérieure. Les efforts faits pour soulager la population restent totalement insuffisants et tous les indicateurs nous annoncent la survenue d'une famine.

MSF a actuellement quarante sept coopérants internationaux et des centaines de Soudanais parmi son personnel dans la province du Darfour occidental. Ils fournissent une aide pour l'eau et l'hygiène, une aide médicale et nutritionnelle y compris des rations alimentaires pour enfants, ainsi que des produits de première nécessité à dix villages où la population a été forcée de se déplacer. MSF traite actuellement plus de 1 000 enfants gravement dénutris et 3 500 enfants modérément dénutris dans nos centres de réalimentation et effectue, chaque semaine, 6 500 consultations médicales. MSF a également vacciné près de 40 000 enfants dans le Darfour occidental contre la rougeole depuis le début d'une épidémie en janvier.

Une équipe MSF vient de terminer une mission d'évaluation dans la province du Darfour septentrional et va bientôt ouvrir un programme médical et nutritionnel dans la région de KebKabiya où 130 000 personnes ont cherché refuge. Enfin, une autre équipe MSF a ouvert un centre de réalimentation la semaine dernière pour les 18 000 personnes déplacées vivant actuellement dans le camp de Kalma dans la province du Darfour méridional. Malheureusement, nos actions restent une goutte d'eau dans l'océan par rapport aux gigantesques besoins.

DETERIORATION DE L'ETAT DE SANTE DES PERSONNES DEPLACEES

L'état médical et nutritionnel des personnes déplacées et dans le dénuement dans la région du Darfour, et tout particulièrement des enfants, s'aggrave de façon dramatique. À la fin avril, une équipe MSF a réalisé une étude nutritionnelle dans cinq villages du Darfour occidental où 100 000 personnes déplacées ont cherché refuge. L'étude a révélé que la malnutrition frappe déjà 21,5 % des enfants et, parmi eux, 3,2 % sont atteints de malnutrition grave. Comme vous le savez, on considère qu'une malnutrition globale de 20 % représente un seuil d'urgence. L'étude a également montré qu'à ce jour, MSF n'atteint que 30 % des enfants ayant besoin d'une aide alimentaire dans la région étudiée.

Dans le village de Mornay, dans la province du Darfour occidental, où la population totale est passée de 5 000 personnes en décembre 2003 à 80 000 aujourd'hui, le nombre d'enfants gravement sous-alimentés et traités dans notre centre de réalimentation a triplé au cours du mois d'avril. Dans le camp de Karma, dans le Darfour méridional, notre équipe a admis 200 enfants dans les tout premiers jours qui ont suivi l'ouverture du centre thérapeutique de réalimentation, la semaine dernière.

Encore plus inquiétant : pendant la période allant de février à la fin du mois d'avril de cette année, la mortalité de la population étudiée a été trois fois plus élevée que le seuil d'urgence. Des taux alarmants de 50 % des décès enregistrés parmi les enfants et de 60 % parmi les adultes ont été le résultat direct de la violence.

UNE REPONSE HUMANITAIRE INSUFFISANTE

Malheureusement, nos équipes continuent d'observer que l'ensemble de l'aide globale actuellement apportée à ces villages et sites surpeuplés est loin de suffire aux besoins. Les personnels de MSF craignent que les conditions actuelles ne se détériorent encore dans les prochaines semaines car la saison des pluies pourrait favoriser de nouvelles épidémies de choléra et paludisme. De plus, la saison des pluies va limiter l'accès à la population et la livraison de l'aide ; par conséquent, la nourriture et les autres biens doivent être prépositionnés sur place au cours des prochaines semaines. En bref, un effort d'aide massif est nécessaire d'urgence pour fournir davantage de nourriture, de produits pharmaceutiques, d'abris et d'autres éléments de base, de l'eau et des installations sanitaires.

En dépit de besoins énormes, les agences des Nations Unies, les organisations humanitaires et l'ensemble des donateurs de la communauté n'ont répondu qu'avec lenteur à l'urgence de la situation dans la province du Darfour. Bien que l'échelle du drame ait été connue depuis l'attaque des premiers villages, il y a plus de huit mois, ce n'est que dans les dernières semaines que les agences des Nations Unies et d'autres organisations internationales ont commencé à lancer

des appels de fonds d'urgence, et sont passées de la préparation de plans opérationnels et de missions d'évaluation sur le terrain à une véritable assistance sur place.

La communauté internationale n'a pas répondu à la population de la province du Darfour qui, jusqu'à maintenant, n'a reçu qu'une trop petite aide, voire dans certains cas, absolument aucune aide. Dans la province du Darfour occidental, où l'on estime que plus de un million de personnes déplacées ont cherché refuge, seulement six organisations fournissent actuellement de l'aide. La distribution de nourriture, sous la responsabilité du Programme Alimentaire Mondial, a - jusqu'à maintenant - été irrégulière, et nettement insuffisante à la fois en termes de qualité et de quantité. Dans la plupart des villages et sites où travaille MSF, il n'y a eu qu'une ou deux distributions générales de nourriture depuis le mois de décembre et ces distributions n'ont pas couvert, de façon adaptée, les besoins de la population. À Zalinge, où un total de 33 000 personnes déplacées se sont maintenant rassemblé, la distribution de nourriture la plus récente qui a eu lieu au début du mois de mai a laissé de côté plus de 7 000 personnes. De plus, certains sites et villages n'ont eu aucune nourriture au cours des six derniers mois.

Les agences humanitaires doivent augmenter immédiatement et substantiellement leurs activités opérationnelles dans les zones où les personnes déplacées de la province du Darfour ont cherché refuge. Selon l'étude nutritionnelle récente de MSF, 70 % à 90 % des personnes déplacées ont quitté leur foyer avec peu ou aucun bien personnel. Par conséquent, ils sont et seront complètement dépendants de l'aide pour les mois à venir, en particulier dans la mesure où la violence permanente les empêche de retourner chez eux pour la prochaine saison des semailles.

OBSTACLES A L'ACCES DE L'AIDE HUMANITAIRE

Pourquoi ces besoins élémentaires et évidents n'ont-ils pas été satisfaits jusqu'à maintenant ?

Tout d'abord et avant tout, le gouvernement du Soudan met actuellement en oeuvre une politique destinée à limiter de façon drastique, la capacité des organisations humanitaires à évaluer librement et de façon indépendante les besoins de la population déplacée et la mise en oeuvre des programmes d'aide dans le Darfour. En particulier, les procédures excessivement longues et lourdes nécessitées par les visas, voyages et douanes ont gêné et ralenti l'aide de façon dramatique.

Par exemple, une équipe MSF est arrivée à Khartoum le 13 janvier 2004, dans le but d'ouvrir un programme d'aide d'urgence dans la province septentrionale du Darfour mais n'a obtenu l'autorisation de se rendre à El Fasher, Kutum, et KebKabyia pour évaluer les besoins qu'à la fin du mois d'avril ? soit plus de quatre mois plus tard. Actuellement, MSF a toujours cinquante demandes de visas en attente pour des coopérants humanitaires dont la présence urgente au Darfour est nécessaire.

En plus de ces procédures lentes et complexes pour l'obtention du visa d'entrée au Soudan et des permis de déplacement pour accéder à la région du Darfour, il y a également des restrictions sur les transferts de valeurs et de marchandises.

En dépit de l'annonce par le gouvernement soudanais de nouvelles procédures destinées à faciliter l'accès et la fourniture de l'aide dans le Darfour, MSF a appris aujourd'hui par les autorités douanières que nos 200 MT de fournitures médicales et de nourriture débarquées à Port-Soudan à la mi-avril ne pourraient pas être libérées car seul le fret aérien est considéré comme de l'aide d'urgence. Au Darfour proprement dit, différentes autorités contrôlent également étroitement notre accès aux personnes dans le besoin et entravent la livraison de l'aide en imposant de nouvelles procédures.

À l'heure actuelle, MSF n'a qu'un accès limité aux régions du Darfour sous le contrôle du gouvernement soudanais et aucun accès d'aucune sorte aux populations se trouvant dans les régions contrôlées par les deux mouvements rebelles. Même si l'insécurité est un facteur limitant notre accès, les obstacles bureaucratiques imposés par le gouvernement soudanais sont également un facteur critique dans nos difficultés d'accès jusqu'à maintenant.

Cependant, la réponse tristement lente et inadaptée aux besoins humanitaires, de la part des agences des Nations Unies, des organisations humanitaires et de l'ensemble des autres donateurs ne peut pas être expliquée ou justifiée uniquement par les obstacles dressés contre l'accès à la région. Par exemple, au Tchad, où l'accès de l'aide humanitaire n'a pas été limité, depuis l'arrivée des premiers réfugiés soudanais venant du Darfour à l'automne 2003, des dizaines de milliers de réfugiés restent à la frontière sans assistance adéquate et sous la menace permanente d'une attaque ou d'un pillage par les milices Janjaweed. En outre, la santé des réfugiés des sept camps mis en place à ce jour par le HCR des Nations Unies s'est détériorée dans la mesure où la fourniture de nourriture, d'abris, d'éléments autres que la nourriture, d'eau et d'installations sanitaires, reste clairement insuffisante.

VIOLENCE CONTRE LES CIVILS

Nous devons aussi être clairs, cependant, en disant qu'une amélioration substantielle des efforts d'entraide dans la province du Darfour ne sera pas suffisante et pourrait même être sans objet si la violence à laquelle sont soumis les civils n'est pas arrêtée. Par conséquent, une protection et la sécurité doivent être immédiatement apportées à la population civile du Darfour.

A ce jour, une violence excessive et des agressions continuent d'être perpétrées contre la population civile du Darfour par les milices Janjaweed. Les sites et villages où les personnes déplacées ont été forcées de fuir sont devenues des enclaves et des prisons virtuelles. Les milices Janjaweed empêchent tout mouvement à l'intérieur ou à l'extérieur de ces enclaves, en dépit du besoin de ces gens d'aller chercher de l'eau, de la nourriture, du bois de chauffage et de quoi faire un abri afin de survivre. Les personnes déplacées essayant de quitter les enclaves sont attaquées ou rançonnées par les Janjaweed. Elles sont piégées, humiliées par leurs ravisseurs, sans autres moyens de survie autres que de dépendre d'une aide extérieure qui, jusqu'à maintenant, s'est avérée inadaptée. Un nombre significatif de patients admis dans l'hôpital de campagne de MSF à Mornay, ont été victimes de viols, torture, coups de feu, blessures par arme blanche, et brûlures. Ces gens ont également été blessés par balle ou pillés dans leurs abris, souvent de nuit. Des cas d'exécutions sommaires, d'enlèvements, d'hommes encerclés dans les villages et emmenés par les milices ont également été portés à l'attention de nos équipes.

La violence généralisée et la présence pesante des milices de Janjaweed et des forces de sécurité régulières autour de ces enclaves ont créé un intense climat de peur et d'intimidation qui a sévèrement limité la possibilité pour les personnes déplacées de chercher de l'aide. Nous avons soigné plusieurs victimes de coups de feu dans leurs abris car ils avaient trop peur de se rendre à notre dispensaire. Est-il possible de mettre en oeuvre une réponse humanitaire qui ait un sens dans un tel environnement ?

Une étude rétrospective de MSF sur la mortalité, menée de novembre 2003 au début de février 2004 a trouvé des taux de 5 décès pour 10.000 personnes et par jour à Mornay et de 3,1 à Zalinge. Cela est particulièrement choquant quand on considère que le seuil de l'urgence est franchi au-delà de 1 décès pour 10.000 personnes et par jour. De plus, cette étude a trouvé que 74 % de tous les morts enregistrés à Mornay et 47 % des morts à Zalinge étaient dûs à la violence.

Ce qui est immédiatement apparent quand vous visitez le Darfour est que la population a été gravement traumatisée et laissée sans aucune protection. Au cours de mes quinze ans d'expérience avec MSF, je ne me suis jamais trouvé - jusqu'à ce que j'arrive au Darfour - dans un centre de réalimentation où il n'y avait absolument aucun sentiment de soulagement parmi des personnes qui, en fin de compte, commençaient à voir une lumière au bout de leur tunnel de souffrance. Dans les centres de réalimentation du Darfour, il n'y a absolument aucun rire, aucun sourire.

De plus, des signes croissants sur le terrain font penser que le gouvernement soudanais forcera bientôt les personnes déplacées à retourner vers leurs villages d'origine ou à se réinstaller dans d'autres sites et villages, inadaptés et non sûrs, qui sont inaccessibles aux organisations humanitaires internationales. Or, les personnes déplacées sont claires : elles ne veulent pas retourner dans leurs villages d'origine ou aller nulle part ailleurs, à moins que les Janjaweed soient désarmés et neutralisés, et que la sécurité soit considérablement améliorée.

CONCLUSIONS

La population civile de la province du Darfour vit dans un climat de terreur ; elle est la victime d'une violence généralisée et d'abus commis par les milices Janjaweed. Cela doit cesser immédiatement.

Les besoins minimaux pour la survie de la population civile du Darfour ne sont pas satisfaits. Les agences des Nations Unies, les donateurs de la communauté, et les organisations humanitaires doivent immédiatement et de façon drastique mettre sur pied des efforts d'aide internationale, à la fois au Darfour et au Tchad. Cette aide ne doit pas être contingentée par la mise en oeuvre de l'accord de cessez-le-feu humanitaire du 8 août dans la province du Darfour, sur le processus de paix entre le SPLA et le gouvernement soudanais.

Enfin, toute restriction sur les mouvements de marchandises et de coopérants humanitaires vers le Darfour doivent être levés et les organisations humanitaires, ainsi que les agences des Nations Unies, doivent être pleinement autorisées à mettre en oeuvre des programmes indépendants d'assistance au Darfour.

Je vous remercie de votre attention.